

Annexe à la question parlementaire n° 422 de madame Barbara Trachte, Députée bruxelloise.

Année	Commune	Objet de la plainte	Décision de la tutelle	Délai de traitement
2014	Molenbeek-Saint-Jean	Refus de répondre à des questions orales et écrites posées par un conseiller communal	Courrier à la commune l'enjoignant d'expliquer son refus de répondre à la demande. Suite à la réponse de la commune. Courrier au conseiller communal l'informant que commune va faire suite à sa demande.	Plainte d du 29/01/2014. Traitement du dossier 03/02 et 12/03 – expédition du courrier le 14/03/14
2014	Watermael-Boitsfort	2 délibérations adoptées par le conseil communal sur base d'un rapport unilingue en néerlandais. Les conseillers francophones n'ont pu obtenir les documents afférents auxdits points en langue française.	Les deux délibérations ont été suspendues. La commune a retiré ses délibérations	Plainte du 22/09/2014 réceptionnée à BPL le 24/09/2014 Délai : 17/11/2014 Dossier traité le 04/11/2014
2015	Ville de Bruxelles	Violation de l'article 84 NLC : non-accès à une étude commanditée par le collège.	Lettre à la commune lui enjoignant de donner suite à la demande d'une conseillère communale. Suite a été donnée par la commune à la demande le 22/04/2015.	Plainte du 03/03/2015 Echange de mails entre la conseillère communale et BPL le 12/03/2015. Lettre à la ville de Bruxelles le 02/04/2015
2015	Saint-Josse-ten-Noode	Impossibilité d'accéder à une étude prospective concernant le quartier Nord commanditée par le collège : violation de l'article 84 NLC.	Lettre à la commune lui demandant des explications au sujet du caractère définitif ou non de l'étude concernant le quartier Nord et lui rappelant la teneur de l'article 84 NLC. Plusieurs courriers à la commune l'enjoignant de donner accès à l'étude incriminée.	Plainte d'un conseiller le 13/03/2015 réceptionnée par BPL' le 27/03/2015. Lettre à la commune le 21/04/2015. Rappel à la commune le 03/07/2015 et- Courrier au conseiller l'en informant. Réponse de la commune le 25/08/2015. Note envoyée au Ministre-Président. Le 22/10/2015 avec projets de lettre au conseiller et à la commune l'enjoignant de donner accès à l'étude incriminée. Courriers envoyés à la commune et au conseiller communal le 12/11/2015.

2015	Saint-Josse-ten-Noode	Non-respect de la parité au sein du conseil consultatif du sport créé le 11/03/2013 (max. 2/3 des membres du même sexe) + incompétence du collège pour sa mise en place : violation de l'article 120bis NLC.	Demande d'explications à la commune et rappel à celle-ci de la teneur de l'article 120bis NLC	Plainte d'un conseiller communal le 18/03/2015 au Ministre-Président. Réception à BPL le 03/04/2015. Courrier à la commune du 20/05/2015 pour obtenir des explications. Rappel à la commune le 03/07/2015. Envoi d'une note au Ministre-Président. le 22/10/2015 avec projet de réponse au conseiller communal Retour cabinet le 24/02/2016. Envoi du courrier au conseiller communal le 18/03/2016.
2015	Molenbeek-Saint-Jean	Plainte relative à l'exercice du droit de regard (refus de la commune de communiquer le projet de plan d'assainissement et la convention y relative).	Lettre à la commune demandant de répondre à la demande fondée d'un conseiller communal. Réponse de la commune du 04/05/2015 : le collège réunit les conseillers en sections pour la présentation du plan le 05/05	Plainte du 21/04/2015. Dossier traité le 24/04/2015 : courrier envoyé à la commune le 24/04/2015.
2015	Watermael-Boitsfort	Illégalité de la modification du règlement du cimetière adoptée par délibération du conseil communal du 17/11/2015 en ce qu'elle porte atteinte à la liberté de choix des familles et à l'intégrité des cérémonies d'inhumation.	Aucune mesure de tutelle n'a été prise	Plainte du 19/11/2015. Réponse au plaignant le 23/12/2015. Courrier à la commune du 29/12/2015.
2015	Ville de Bruxelles	Plainte de concernant l'absence de marché public dans la désignation d'un cabinet d'avocats pour une mission de conseil juridique de la Ville de Bruxelles	Aucune mesure de tutelle n'a été prise.	Plainte d'une conseillère communale du 09/12/2015. Demande de BPL à la Ville de Bruxelles de lui transmette les actes 14/01/2016. Note au Ministre-Président : 02/02/2016 Notification avec remarque envoyée le 25/02/2016 Copie de la notification envoyée à la plaignante.

2016	Anderlecht	Illégalité de certaines décisions en matière de marchés publics.	<p>La demande concernait quelques prises d'actes par le Conseil communal. Il ne s'agissait pas de décisions susceptibles de faire l'objet de mesures de tutelle.</p> <p>La demande concernait également des décisions du Conseil communal pour lesquelles le délai était expiré.</p> <p>Réponse a été envoyée au plaignant en ce sens.</p>	<p>Plainte du conseiller du 14/02/2016 au Ministre-Prés.</p> <p>Plainte transmise à BPL le 01/03/2016</p> <p>Note au Ministre-Président et projet de réponse envoyés au Cabinet le 29/03/2016</p> <p>Retour Cabinet le 11/04/2016 et envoi réponse au plaignant.</p>
2016	Saint-Josse-ten-Noode	Non-respect du cadre légal lié à la tenue du conseil communal et aux droits des conseillers communaux (7 points soulevés par le plaignant)	<p>Lettre à la commune l'enjoignant à respecter la législation en la matière et à se conformer aux obligations qui sont les siennes et réponse au plaignant l'en informant.</p>	<p>Plainte d'un conseiller communal du 06/03/2016 reçue à BPL le 18/03/2016.</p> <p>Accusé de réception envoyé au plaignant le 05/04/2016.</p> <p>Note au Ministre-Président et projet de réponse au conseiller communal et au commun envoyé au cabinet le 13/05/2016</p>